

LES SERVICES

Météo
Bourse
Jeux-Concours

ACTUALITÉ

Monde

RSS

Le Point.fr - Publié le 05/07/2012 à 15:12 - Modifié le 05/07/2012 à 20:35

Israël vole au secours de l'Autorité palestinienne

L'État hébreu a demandé au FMI de prêter au gouvernement palestinien 100 millions de dollars pour éviter sa banqueroute. Décryptage.



Benjamin Netanyahu a tout intérêt à ce que l'Autorité palestinienne ne s'effondre pas. © Lior Mizrahi-Pool / AFP

Il souffle un vent de Printemps palestinien à Ramallah. Répondant à l'appel des "Palestiniens pour la dignité", des centaines de jeunes manifestent depuis cinq jours dans les rues de la capitale de la Cisjordanie. Samedi, ils ont été pris pour cible par les forces de sécurité qui n'ont pas hésité à réprimer à coups de matraque et à procéder à des interpellations. Pourtant, les policiers ne sont pas israéliens, mais palestiniens. Une fois n'est pas coutume, ce n'est pas l'État hébreu qui est dénoncé, mais l'Autorité palestinienne.

C'est l'annonce de la rencontre prévue dimanche à Ramallah entre le président de l'Autorité, Mahmoud Abbas, et le vice-Premier ministre israélien, Shaul Mofaz, qui a mis le feu aux poudres. Farouchement opposés à cette visite, la première à un tel niveau depuis près de deux ans, les manifestants réclament l'arrestation du responsable israélien, coupable, selon eux, de crimes commis contre les Palestiniens. "Mahmoud Abbas a toujours dit qu'il n'y aurait aucune négociation avant l'arrêt immédiat de la colonisation, ainsi que la libération des prisonniers politiques", s'insurge Moustapha Mohamed (1), activiste palestinien ayant pris part aux manifestations. "Or Israël refuse toujours de mettre fin à la colonisation en Cisjordanie."

Ce n'est pas la première fois que des Palestiniens descendent dans la rue. Le 15 mars 2011 a sonné, selon eux, le coup d'envoi de leur Printemps. À l'époque, les jeunes appelaient uniquement à la réconciliation entre le Fatah et le Hamas, qui n'a toujours pas été respectée. Un an plus tard, les revendications sont autrement plus sensibles. "Nous réclamons la dissolution de l'Autorité palestinienne, qui s'est révélée être une coquille vide, ainsi que la fin des accords d'Oslo." Signés en septembre 1993 par Yitzhak Rabin et Yasser Arafat, ils ont abouti à la création d'une Autorité palestinienne intérimaire, censée durer cinq ans, et posé la base de futures négociations sur le statut final d'un État palestinien.

"Israël échappe à ses obligations internationales" (chercheur)

"Vingt ans plus tard, nous n'avons rien obtenu, la situation a même empiré", déplore Moustapha Mohamed. "La Cisjordanie est toujours plus morcelée telle une peau de léopard, si bien que les Palestiniens ne contrôlent plus que 8 % du territoire. Pire, les actes de violence se sont récemment multipliés", ajoute-t-il. Entre-temps, le gouvernement israélien a procédé en 2005 au retrait de toutes les colonies de la bande de Gaza. Mais "Gaza est toujours en état de siège. Tsahal contrôle entièrement entrées et sorties du territoire, et ses habitants n'ont ni le droit de le quitter ni même d'exporter leurs produits", regrette l'activiste.

D'après Jean-François Legrain, chercheur au CNRS-Gremmo (2), les accords d'Oslo ont permis à Israël d'échapper à ses obligations en matière de puissance occupante selon les termes du droit international. "Ainsi, l'État hébreu se doit de respecter le statut des populations, les terres et les ressources du territoire occupé, souligne le spécialiste du Proche-Orient. Elle doit ainsi prendre en charge la protection de la population civile. Ce n'est plus le cas depuis 1993, les donateurs s'étant substitués à l'occupant en lui offrant ainsi la gratuité de l'occupation."

Aujourd'hui, l'économie palestinienne, qui dépend à 90 % de l'aide de pays donateurs, principalement des États-Unis, de l'Europe et de monarchies arabes, serait confrontée à sa "pire crise financière". Le ministre de l'Emploi, Ahmed Majdalani, a averti dimanche que l'Autorité ne serait pas en mesure de payer les salaires de ses fonctionnaires en juillet si les pays arabes n'honoraient pas leurs promesses de dons. D'après le quotidien israélien *Haaretz*, le Premier ministre palestinien, Salam Fayyad, aurait averti Stanley Fischer, gouverneur de la Banque centrale israélienne, qu'il manquait à l'Autorité un milliard de dollars pour payer notamment le personnel de sécurité. Anciens collègues du FMI, les deux hommes auraient alors demandé à Benjamin Netanyahu de demander un prêt de 100 millions de dollars au FMI, ce que le Premier ministre israélien aurait accepté. Mais il s'est ensuite heurté au refus du FMI, qui a avancé que la proposition était illégale, l'Autorité palestinienne n'ayant pas le statut d'État.

"L'Autorité palestinienne complice" (activiste palestinien)

Comment expliquer cette soudaine bonne volonté israélienne ? "Elle met au jour la nécessité pour Israël d'assurer le maintien de l'autorité pseudo-intérimaire, afin de lui épargner cette responsabilité de puissance occupante", estime Jean-François Legrain. Pour le spécialiste du Proche-Orient, "l'Autorité palestinienne est ainsi le mandataire d'Israël, chargé d'assurer le niveau de violence le plus bas possible".

L'activiste Moustapha Mohamed, va, lui, encore plus loin : "L'Autorité palestinienne est complice des agissements d'Israël. Elle n'est pas dans notre camp et n'a jamais cherché de base étatique. Ce qui lui importe, c'est de conserver les intérêts de l'oligarchie palestinienne, réunie autour de Mahmoud Abbas." Le président de l'Autorité semblait pourtant avoir regagné en septembre dernier le cœur de ses compatriotes en demandant au Conseil de sécurité de l'ONU la reconnaissance d'un État palestinien, en

dépît de l'hostilité d'Israël et des États-Unis.

Or, dix mois plus tard, il a fait marche arrière. À la surprise générale, Mahmoud Abbas a annoncé le 8 juin dernier qu'il était prêt à se contenter d'un statut d'État non membre à l'Assemblée générale de l'ONU. "C'est incompréhensible", lance, sur place, une source bien informée. "Il se dit désormais que les Palestiniens pourraient faire cette demande en septembre prochain, mais eux-mêmes n'en sont pas sûrs", précise-t-elle. Reste un autre problème, et il est de taille. La fronde de la jeunesse palestinienne, qui s'organise via les réseaux sociaux, ne possède aucun leader et ne propose aucune alternative crédible.

"Le seul représentant du peuple palestinien est l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)", insiste Moustapha Mohamed. "Tous les partis palestiniens, Hamas y compris, doivent rejoindre l'OLP", ajoute-t-il. Ces jeunes ne sont pas non plus à l'abri de manipulations venant de l'étranger. Ce n'est, par exemple, certainement pas un hasard si la chaîne qatarie Al Jazeera, fermement opposée à l'Autorité palestinienne, a diffusé mardi, jour de manifestation, un documentaire suggérant que l'Autorité palestinienne cachait la vérité sur la mort de Yasser Arafat.

(1) Moustapha Mohamed, chercheur associé à l'université de Birzeit en urbanisme et en aménagement.

(2) Jean-François Legrain, chercheur au CNRS-Gremmo (Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient).

MONDE

RSS Monde

Fatah-Hamas : l'hostilité persiste

Le Premier ministre roumain s'explique à Bruxelles

Révolution de palais en Égypte

La Roumanie en "grand danger"

[Tous les articles - Monde](#)



Club Med

Happy Weeks : jusqu'à 500€ offerts à deux pour partir en vacances cet été !

» [Cliquez ici](#)



Sylvie, 41 ans, célibataire

Et exigeante ! Vous aussi rejoignez le site de rencontre pour célibataire exigeant

» [Cliquez ici](#)



Recrutement avec Monster

Atteignez une audience large grâce à Monster et obtenez rapidement des candidatures qualifiées!

» [Cliquez ici](#)



Let your body drive !

Jusqu'au 31 août, découvrez notre offre exceptionnelle sur la nouvelle 208 sur Peugeot WebStore

» [Cliquez ici](#)

Publicité Ligatus

ladyactu

le 06/07/2012 à 15:38

La confiance

M. Abbas encore une fois va se faire avoir !
Que cache cette soudaine générosité, ce soutien à l'autorité palestinienne, de la part du gouvernement d'Israël !

ladyactu

le 06/07/2012 à 15:34

Israël au secours de la Palestine

Le si peu du conflit israélo-palestinien que j'ai en tête, je me demande si ce n'est pas une blague, alors quelle hypocrisie !

phil

le 06/07/2012 à 13:26

@Teophil

Combien de femmes meurent dans des crimes d'honneur et sont classées (officiellement d'ailleurs) par le Hamas et l'AP comme victimes de tsahal et ça par contre l'ONU n'y trouve rien à redire, bizarre ?
Et quand on voit que des kamikazes femmes sont utilisées par les Palestiniens excusez Israël de vérifier qu'elles ne sont pas un danger pour les soldats et les civils avant de les prendre en charge.

Lola-de-Lou

le 06/07/2012 à 12:59

À Téofil et à Mescalero

Intéressante votre question.
À mon tour de vous en poser une : combien d'enfants "Palestiniens" (de Gaza ou de Judée Samarie) sont opérés souvent de maladies graves (chirurgie à cœur ouvert par exemple), soignés et guéris par des médecins israéliens dans des hôpitaux israéliens ?
Deux mille (2 000) ans ? Fichtre ! Ben dites donc, ça fait un bail ! (Question subsidiaire : en 2000 (!) ans, on a largement le temps de mettre un territoire en valeur. Vous pouvez sans doute nous donner des exemples précis ?).

billy

le 06/07/2012 à 12:41

Hum

Où est l'argent ? Je suis désolé pour les gens qui souffrent mais j'espère que le geste que l'Israël vient de faire va apporter de la confiance entre les deux peuples mais comme toujours les chefs d'États ne souffrent pas mais leurs peuples. Là un bel exemple mais encore où est l'argent ?

suislapourca

le 06/07/2012 à 12:10

Pourquoi chercher...

... midi à quatorze heures ? Il y a un État, Israël. Il y a un autre qui veut exister officiellement, la Palestine. Que faut-il faire pour cela ? Officialiser la création de la Palestine, point barre. Ah j'oubliais quatre conditions :
A/ Pas une seule tentative d'attentats de quelques sortes contre Israël, ce qui est normal.
B/ Reconnaître l'État d'Israël comme tel, à savoir État juif depuis sa création. Cette définition est du reste la définition de l'ONU en 47...
Toujours normal.
C/ Jérusalem indivisible. Elle n'a du reste jamais été projetée pour les arabes palestiniens.
D/ Pas de réfugiés en retour en Israël. Ce qui est d'une logique tout à fait exacte, l'histoire le démontre.
Si vous trouvez ces quatre conditions anormales, dites le bon sang de bonsoir, avec justificatifs à l'appui. Je ne vois pas comment on pourrait faire autrement. Dans ces 4 conditions, l'État arabe palestinien n'existera jamais, je dis bien jamais.
Juste un petit détail, dans les écoles palestiniennes, la Palestine est

sdw

le 06/07/2012 à 11:44

dessinée sur les livres, en reprenant l'ensemble d'Israël comme État leur territoire. **A Mescalero** voulez envisager un État arabe palestinien dans ces conditions ? En rêve, oui.
A Mescalero :
les arabes ont contrôlé 100 % du territoire de Judée originel et ce pendant 2 000 ans. Votre problème est que vous pensez que l'histoire du monde a débutée en 1948.

yan_amar

le 06/07/2012 à 11:22

Bravo

Bravo à Netanyahou pour son cynisme et son hypocrisie légendaire.

dr1

le 06/07/2012 à 10:55

Louable demande !

Mais ne serait-il pas également judicieux que l'État Hébreu, en appelle à toutes ses bonnes volontés à travers le monde pour les aider !
Ce serait tellement beau et généreux !
Car ce serait la fin des querelles, n'est-ce pas !

Téofil

le 06/07/2012 à 10:41

Hypocrisie

Combien de femmes palestiniennes accouchent, voire meurent à des checkpoints dénoncés par l'ONU ?
Et il n'y a pas que les femmes enceintes.

[Tous les commentaires](#)